Guinée-Bissau : un candidat battu au 1er tour nommé président de transition

@rib News, 20/04/2012 â€“ Source AFPUne semaine aprÃ¨s le coup d'Ã‰tat en GuinÃ©e-Bissau, la junte et les partis de l'ex-opposition au rÃ©gime renversÃ© ont dÃ©signÃ© par consensus un ancien candidat Ã©liminÃ© au premier tour de la prÃ©side Manuel Serifo Nhamadjo, comme prÃ©sident de transition.Ce dissident de l'ex-parti au pouvoir, le PAIGC, Ã©tait arrivÃ© troisiÃ¨me du scrutin du 18 mars avec 15,75 % des voix, loin derriÃ¨re l'ancien premier ministre Carlos Gomes Junior (48,9 %), grand favori du deuxiÃ¨me tour, initialement prÃ©vu le 29 avril.
Ã€ 54 ans, M. Serifo Nhamadjo Ã©tait jusqu'au coup d'Ã‰tat prÃ©sident par intÃ©rim du parlement, ayant succÃ©dÃ© Ã Raim Pereira, lui-mÃªme devenu chef de l'Ã‰tat par intÃ©rim Ã la mort en janvier du prÃ©sident Malam BacaÃ¯ Sanha.ArrÃªtÃ© par militaires le 12 avril, M. Pereira est toujours dÃ©tenu de mÃªme que M. Gomes Junior.ConformÃ©ment Ã l'accord de transition conclu mercredi entre la junte et les partis, un Conseil national de transition (CNT) a Ã©tÃ© crÃ©Ã© pour Â«gÃ©rer le processus de transition jusqu'Ã la tenue d'Ã©lections prÃ©sidentielles et lÃ©gislatives dans un dÃ©lai maximal de deux ansÂ». CNT sera prÃ©sidÃ© par Braima Sori Djalo, numÃ©ro deux du principal parti de l'ex-opposition, le Parti de la RÃ©novation sociale (PRS).L'annonce de la dÃ©signation de ces nouvelles autoritÃ©s de transition est intervenue au moment mÃªme oÃ¹ le Conseil de sÃ©curitÃ© de l'ONU Ã©tait rÃ©uni Ã New York pour Ã©tudier l'envoi d'une Â«force de maintien de la paixÂ» en GuinÃ©e-Bissau.Parlant au nom de la CommunautÃ© des pays de langue portugaise (CPLP), le ministre angolais des Affaires Ã©trangÃ¨res Georges Rebelo Chikoti a invitÃ© le Conseil de sÃ©curitÃ© Ã Â«Â envisager l'adoption de mesures avec pour objectif de rÃ©tablir l'ordre constitutionnel et d'obtenir la libÃ©ration sans condition des dirigeants arrÃªtÃ©sÂ Â».Il a demandÃ© la crÃ©ation d'une Â«Â force de maintien de la paix pour la GuinÃ©e-BissauÂ Â» ainsi que des sanctions pour faire pression sur les putschistes.Â«Â Le temps presse et nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre et de laisser la population souffrir Ã la merci du pouvoir militaireÂ Â», a ajoutÃ© le ministre angolais.La prÃ©sence et le rÃ´le d'une force militaire angolaise, dÃ©ployÃ©e en GuinÃ©e-Bissau depuis mars 2011, avaient Ã©tÃ© invoquÃ©s par l'armÃ©e pour justifier sc coup d'Ã‰tat.Jeudi, l'armÃ©e avait ordonnÃ© la rÃ©ouverture des frontiÃ¨res fermÃ©es depuis le 15 avril, tÃ©moignant d'une volontÃ© de normalisation de la situation, alors que de nombreux habitants de Bissau ont quittÃ© la capitale pour la province dans la crainte de violences.Le ComitÃ© international de la Croix-Rouge (CICR) a annoncÃ© avoir pu rencontrer la veille M. Gomes Junior et l'ancien prÃ©sident intÃ©rimaire Raimundo Pereira. Ils Â«ont l'air en bonne santÃ©Â», a dÃ©clarÃ© Ã l'AFP u porte-parole du CICR.AprÃ¨s l'Union africaine (UA) et la Francophonie qui avaient suspendu mardi la GuinÃ©e-Bissau de leurs rangs, la Banque mondiale et la Banque africaine de dÃ©veloppement (BAD) ont suspendu leur aide au dÃ©veloppement Ã Bissau.InterrogÃ© sur les Ã©ventuelles sanctions qui pourraient s'abattre sur la GuinÃ©e-Bissau, Artur Sanha, un des dirigeants du Parti de la RÃ©novation sociale, s'est montrÃ© confiant.Â«Â La CEDEAO (CommunautÃ© Ã©conomique des Ã‰tats d'Afrique de l'Ouest), l'Union africaine, les Nations unies et les autres organisations internationales devraient louer la GuinÃ©e-Bissau pour son expÃ©rience en matiÃ¨re de transition du pouvoirÂ Â», a-t-il dÃ©clarÃ©.Depuis 199 ce pays d'Afrique de l'Ouest, considÃ©rÃ© comme la plaque tournante du trafic de cocaÃ¯ne entre l'AmÃ©rique du Sud et l'Europe, a connu pas moins de trois Â«transitionsÂ», aprÃ¨s deux coups d'Ã‰tat (en 1999 et 2003) et l'assassinat par des militaires du prÃ©sident Joao Bernardo Vieira en 2009.